

# Les membres se mobilisent pour s'assurer que la Thornhill Green demeure une coopérative



Quelques jours avant l'assemblée annuelle de la FHCC en juin, les membres ont appris que la coopérative d'habitation **Thornhill Green** devait aller devant les tribunaux pour défendre son existence même. La Municipalité régionale de York, qui administre le programme des coopératives d'habitation de l'Ontario dans cette région, essayait de forcer la vente de la coopérative à sa propre société d'habitation, pour à peine plus de la moitié de sa valeur marchande.

«Nous avons beaucoup parlé à nos assemblées annuelles précédentes des problèmes occasionnés par la *Loi sur la réforme du logement social de l'Ontario*», a déclaré

**Joanne Crouse**, membre du Conseil d'administration de la FHCC, aux membres réunis à l'AGA. «Mais nous n'avons jamais vu un gouvernement municipal lancer une attaque aussi outrageuse contre une coopérative d'habitation.»

Et il le fait en cherchant à accélérer le processus judiciaire. La Municipalité régionale de York a donné à la coopérative un avis de moins de deux semaines avant la première audience devant les tribunaux le 29 mai, même si la municipalité régionale avait pris cette décision trois mois plus tôt.

Les membres de la FHCC ont adopté à l'unanimité une motion

d'appui et ont contribué plus de 3 000 \$ au Fonds d'aide juridique pour que la Thornhill Green puisse se défendre.

La LRLS fait en sorte qu'il est facile pour les gestionnaires de services municipaux qui administrent les programmes de nommer un administrateur judiciaire si la coopérative doit emprunter de l'argent pour des rénovations ou d'autres travaux de réparation. Les membres de la FHCC en Ontario luttent depuis des années pour faire modifier la loi, qui enlève une bonne part du pouvoir décisionnel des membres des coopératives pour l'attribuer aux gouvernements municipaux.



D'autres coopératives de l'Ontario, plus récemment la Labourview Housing Co-op, ont dû aller devant les tribunaux pour défendre leurs droits. La Labourview a remporté une grande victoire lorsque les juges ont fermement réprimandé le gestionnaire de services en raison de son manque de respect pour les principes démocratiques de la coopérative. La Municipalité régionale de York va encore plus loin en écrasant les droits des membres de la coopérative lorsqu'elle a effectivement tenté de fermer la Thornhill Green et de s'approprier ses actifs.

Les membres de la FHCC au Nouveau-Brunswick ont été tellement outrés qu'ils ont pris du temps à la réunion de leur fédération régionale pour adopter une motion visant à appuyer la Thornhill Green. Ils ont également décidé de contribuer au Fonds d'aide juridique pour que la coopérative puisse payer ses frais juridiques.

La FHCC et la coopérative se sont associées pour prendre des mesures juridiques et elles ont eu gain de cause devant le tribunal le 29 mai en obtenant le report de l'audience jusqu'au 18 juillet. À cette date, la coopérative a pu présenter ses arguments. Le juge a écouté attentivement les faits présentés et il a pris la cause en délibéré en attendant de rendre sa décision.

La coopérative et la FHCC ont communiqué avec des élus

municipaux, provinciaux et fédéraux et ont réussi à attirer l'intérêt des médias sur cette question. Dans une nouvelle section sur le site Web de la FHCC, on peut trouver une pétition à l'appui de la coopérative, ainsi que d'autres documents d'information.

Lors d'un rassemblement le 15 juillet, le président de la FHCC **Ken Elliott** a déclaré aux membres : «je suis venu du Nouveau-Brunswick aujourd'hui pour rassurer les membres de la Thornhill Green Housing Co-op que vous n'êtes pas seuls». Plus de 300 personnes ont assisté au rassemblement, dont beaucoup de sympathisants de la collectivité locale. Des autobus remplis de membres de coopératives sont venus de Toronto et de la région de la Golden Horseshoe. Des membres et des employés de coopératives sont venus d'aussi loin que Sudbury et Ottawa.

«Tout ce que je peux dire à la Municipalité régionale de York c'est que "vous avez tort", a déclaré le président de la

Thornhill Green **Jim Common** lors du rassemblement. «Vous pouvez voir que nous sommes une communauté dynamique et engagée, et que nous sommes de bons voisins. Nous voulons régler cette question paisiblement, en retroussant nos manches et en cherchant à en arriver à une entente qui satisfera toutes les parties.»

Les membres de la FHCC ont mis sur pied un Fonds d'aide juridique pour la Thornhill Green et d'autres coopératives d'habitation qui doivent aller devant les tribunaux pour protéger leurs droits en tant que coopérative. Consultez le site [www.fhcc.coop](http://www.fhcc.coop) pour plus de précisions.

